

La crise de la gauche

A l'occasion de cette campagne pour l'élection présidentielle, on ne peut que constater l'état de crise du système politique français.

Bien entendu, cela traduit une crise de société profonde, marquée par un chômage massif et durable, qui rend les discours sur la croissance inopérant ; un accroissement des inégalités qui percute les révélations sur les affaires financières, les fraudes fiscales (quelque fois avec la complicité de personnages politiques) ; la crise écologique avec ses menaces qui se précisent même chez nous (pollution de l'air dans les villes) et ses catastrophes déjà à l'œuvre dans les pays du Sud ; un développement accéléré du numérique qui menace les emplois d'exécution et les productions bas de gamme, tout en fliquant la vie courante de chacun.

Face à cela, nos institutions politiques semblent incapables d'apporter des débuts de réponse crédibles. Cela explique cette aspiration profonde à un changement réel des institutions et du personnel politique.

A l'occasion de cette crise, d'autres failles apparaissent aujourd'hui : le système ultra présidentiel appuyé sur un mode de scrutin uninominal majoritaire par circonscription était efficace pour apporter une stabilité lorsque le bipartisme était dominant. Mais la montée de l'extrême droite le rend inopérant : les pays qui ont un mode d'élection proportionnel pour les députés se trouvent mieux protégés contre l'extrême droite, même s'il oblige à des compromis (inconnus en France) pour dégager des majorités négociées.

Enfin, la gauche est en pleine crise d'orientation et de représentation. Et la domination du PS depuis 1981 est aujourd'hui menacée.

Quelle analyse faisons-nous de cette crise de la gauche et quelles conséquences en tirons-nous pour sa recomposition ?

La revue « *l'économie politique* » a sorti en janvier dernier un numéro intitulé « *La social-démocratie a-t-elle un avenir ?* ». Quelques articles me semblent correspondre à ce qui s'est déroulé, depuis, sous nos yeux ; en particulier les articles de Guillaume Duval (« Unité du salariat : la fin d'un mythe ») et de Philippe Porchet (« Deux récits pour un avenir »). Voici ce que j'en retiens.

L'unité du prolétariat en question :

Au milieu du XIX^{ème} siècle, alors que le salariat était encore minoritaire, le mouvement ouvrier en train de se structurer et le marxisme ont pensé que le capitalisme allait sans cesse conquérir de nouveaux domaines économiques (agriculture, commerce, services divers) et de nouveaux territoires (dans le tiers monde) où il imposerait un salariat paupérisé : ses plus-values reposeraient sur l'exploitation de prolétaires tout juste payés pour survivre. Il était alors clair que ce prolétariat aurait des intérêts convergents à renverser ce système d'exploitation.

Et les crises internes au mouvement ouvrier (entre socialistes et anarchistes, puis entre socialistes et communistes) n'ont pas entamé cette croyance en l'unité d'intérêt des salariés. Malheureusement pour cette théorie, le salariat s'est énormément diversifié : les salariés des couches moyennes se sont constituées, ont échappé à la paupérisation, et ont même pu placer leurs économies dans le capital d'entreprises capitalistes (directement ou par l'intermédiaire d'assurances vie et autres fonds de pension). Le capitalisme a même su ne pas éradiquer certains modes de production (agriculture, artisanat, ...), mais seulement les inféoder.

La crise des organisations :

Les organisations politiques et syndicales ouvrières se sont traditionnellement appuyées sur la partie la plus qualifiée du salariat. Mais jusqu'à la moitié du XXème siècle, cette élite a réussi à maintenir l'unité de « la classe ». Les années 90 et 2000 ont apporté un répit et un espoir, avec l'échec du communisme (écroulement du mur de Berlin en 1989) et avec des gouvernements sociaux-démocrates aux USA (Clinton) et dans 11 des 15 pays de l'Union européenne. Mais c'est la logique sociale libérale et la mondialisation sans régulation qui l'ont emporté, actant la division des intérêts au sein du salariat, avec l'abandon des perdants de la mondialisation libérale dès lors attirés par l'extrême droite ou l'abstention, et le refuge dans des modes de vie marginaux, mais porteurs de solidarité et de collaborations.

On le voit, la crise actuelle des organisations de gauche a un fondement objectif.

Pour la dépasser, il faut reconnaître cette différenciation d'intérêts au sein du salariat et défendre et élaborer des propositions susceptibles d'améliorer clairement et prioritairement la situation des plus défavorisés, même si cela remet en cause des intérêts des salariés les plus favorisés. Il faut, en particulier, réinvestir cette nouvelle vision face aux deux problèmes fondamentaux auxquels l'humanité se trouve confrontée : les dérèglements climatiques et écologiques et la numérisation/automatisation qui se développe de façon accélérée dans tous les aspects de l'économie et de la vie.

Numérique et écologie : quelle vision proposer ?

Ces deux phénomènes vont conduire à des ruptures fondamentales pour l'humanité.

- Si nous ne faisons pas les efforts réclamés par le GIEC, le réchauffement climatique peut échapper à tout contrôle humain. Par exemple, il y a 170 millions d'années, un réchauffement initial de 3° avait entraîné la fonte du permafrost qui contient énormément de méthane ; ce qui avait eu pour conséquence une accélération du réchauffement jusqu'à +8°. Conséquence : 95% des espèces vivantes avaient disparues...
- La puissance de calcul des gros ordinateurs est excessivement rapide et peut envahir de très nombreux domaines insoupçonnés et échapper à tout contrôle démocratique...

On le voit clairement : dans 30 ans, les virages fondamentaux seront pris, et si nous n'y prenons garde, la marche arrière sera impossible. Comment appréhender ces deux domaines si différents ?

Des contradictions :

- La première contradiction concerne l'espace pertinent à privilégier. La logique de la numérisation est mondiale et interconnectée. Cette « globalisation entraîne une concurrence accrue entre les travailleurs de l'ensemble des pays, pour des tâches parcellisées, notamment via des plates-formes numériques. ». A l'inverse, le « récit » environnemental insiste sur la relocalisation, la réduction du transport de marchandises, la nécessité de circuits courts.
- La seconde concerne la vision du travail et de la compétition : l'agenda digital est centré sur « la compétition avec les USA et la Chine pour le leadership mondial des technologies du futur. ». Et cette compétition ne peut qu'engendrer « des inégalités croissantes et accentuer la concentration. Le travail devient parcellaire (effectuer des tâches plutôt qu'avoir un emploi, être autoentrepreneur plutôt que salarié) » ; les limites entre travail et loisirs devient floue.

Au contraire, le « récit » environnemental met l'accent sur la coopération et la nécessité de trouver des solutions communes. De plus, pour réussir la transition écologique, les questions de l'égalité et de la justice sont centrales.

Des convergences :

- Dans ces deux domaines, les connaissances technologiques et scientifiques ont et vont avoir beaucoup d'importance pour pouvoir s'adapter au monde futur. L'importance de

former correctement tous les jeunes pour les armer face aux transformations à venir est fondamentale. Formation scientifique et technique, bien sûr, mais aussi, sans doute, formations relationnelles et collaboratives...

- Dans les deux cas, les deux visions peuvent se retrouver sur la nécessité de mettre en place un revenu de base qui permette à chacun de survivre dans ce nouvel environnement.

En fait, pour la digitalisation, on a déjà une bonne idée des premières transformations sociétales qui risquent de se produire ; et donc comment on peut éviter le pire. Par contre, dans le cas de la transition écologique, on sait où cela peut nous conduire si on ne fait rien ; mais on ne perçoit pas encore très bien comment on peut éviter le pire.

Construire un projet protecteur et progressif

Il est urgent d'élaborer un projet de « *société inclusive, où l'économie est un instrument et non une fin, où le travail et l'emploi visent le développement et l'épanouissement humain, où les inégalités sont réduites, où les risques sociaux et environnementaux sont pris en charge collectivement.* »

- Il s'agit d'étendre la protection sociale aux risques climatiques, mais aussi aux formes nouvelles d'emploi non encore couvertes et aux trajectoires individuelles multiples.
- Veiller à fournir des emplois de qualité, aussi bien aux salariés des modes de production d'énergie caduques (nucléaire, charbon,...) que pour les nouveaux « emplois verts » en création ou les nouveaux secteurs « uberisés »
- L'égalité et la justice sont essentiels : le plus souvent handicap social et environnemental vont de pair. Du côté des plates-formes capitalistes « extractives » (Uber, Rbnb,...), il sera important de favoriser la création d'organisations plus collaboratives...

Prendre le temps de la concertation et de convaincre :

Disons-le clairement, il ne sera pas facile de convaincre une partie importante de la population (ex les salariés les plus aisés) de changer leur mode de vie et de consommation pour permettre la transition écologique.

Une force politique nouvelle de gauche et écologique devra donc prendre le temps de constituer un camp large par la concertation et le dialogue avec les syndicats ouvriers, les ONG, les organisations de consommateurs, les artisans et patrons de PME, les agriculteurs, ...
Le grand soir écolo n'existe pas !

Pour avancer, il faudra multiplier les instances de dialogue, les conférences de consensus, les accords partiels, ...

Les lieux dynamiques pour progresser sont sans doute les grandes agglomérations, où de larges alliances larges se constituent déjà pour avancer par des expérimentations concrètes vers la transition écologique (voir le rôle d'aiguillon joué par l'organisation mondiale des villes dans les négociations internationales).

C'est tout cela que nous devons avoir à l'esprit dans notre action si difficile au quotidien, dans cette période électorale si troublée.

Patrick Cotrel

Le 28 mars 2017